L'Opinion

3 4 ET 5 OCTOBRE 2019

Quotidien libéral // politique, économie, international

Pour s'étendre en Chine, BlackRock veut s'allier à Tencent

THE WALL STREET JOURNAL.

Notre cahier exclusif

Guerre commerciale Europe - Etats-Unis : la Chine dit merci

« Nice victory ! », tweete Donald Trump, rarement pris en défaut d'enthousiasme : l'OMC a accordé aux Etats-Unis le droit d'appliquer 7,5 milliards de dollars de taxes sur leurs importations en provenance d'Europe, en compensation des subventions versées par l'UE à Airbus. Le président américain a promis illico d'appliquer des droits de douane sur l'aéronautique, des produits agricoles et industriels. Les Etats concernés menacent maintenant de rétorsions sur le made in USA. Evidemment, il y a là une part de bluff : aucune des deux parties ne veut engager de probables négociations en position d'infériorité. Mais si ces discussions devaient échouer – et la personnalité de Trump suffit à les rendre totalement aléatoires –, l'enchaînement est prévisible : hausse des prix des produits concernés (voire renoncement à leur exportation) au détriment des consommateurs, menaces sur des milliers d'emplois de part et d'autre de l'Atlantique. Qui pourrait crier victoire ?

Certes, l'arrosage d'entreprises privées par des fonds publics est à considérer avec méfiance. Mais en l'occurrence, sans l'achat d'avions par l'armée américaine, Boeing n'aurait jamais eu les moyens de développer plusieurs de ses modèles, et l'aviation commerciale pas connu son boom des dernières décennies. Sans le soutien de ses Etats fondateurs, Airbus n'aurait jamais brisé le monopole de l'américain. Le petit jeu du « C'est lui qui a commencé » n'a donc pas grand intérêt. Mais surtout, il se déroule désormais sous l'œil goguenard de Xi Jinping – c'est une image. Pendant ce temps-là, en effet, la Chine prépare sa gamme d'avions de ligne, entièrement financée par le régime bien entendu. Et ni l'Europe ni les Etats-Unis n'osent émettre la moindre critique, de peur que leurs entreprises perdent l'accès, déjà compliqué, à l'eldorado communiste. Comment dit-on « belle victoire » en mandarin ?

Olivier Auguste
@Olivier_Auguste

Autrefois cantonnée à la sphère radicale, la thèse d'une substitution de population infuse dans l'opinion... Le débat au Parlement sur l'immigration aura valeur de test

Grand remplacement Itinéraire d'une intox

Immigration

Visé par une enquête judiciaire, Eric Zemmour a été écarté de l'antenne de RTL jeudi. **L'essayiste et chroniqueur avait donné un discours extrême sur les immigrés « colonisateurs » à une convention, le week-end dernier, lors de laquelle Marion Maréchal a repris à son compte la thèse d'un « grand remplacement ».** Le meurtre au couteau, jeudi, de quatre fonctionnaires de la Préfecture de police de Paris par un de leurs collègues, converti à l'islam d'après l'AFP, a rapidement enflammé l'extrême droite sur les réseaux sociaux.

Ivanne Trippenbach

UNE TERRASSE DE CAFÉ au cœur de Paris, printemps 2019. Le principal organisateur de la future « convention de la droite » réfléchit tout haut. Qui représentera le camp Maréchal-Le Pen à la présidentielle en 2022 ? « Marion ou un autre, tant qu'on est encore majoritaires », presse-t-il. Majoritaire ? « Regardez autour de vous. » Il désigne les tablées de jeunes gens issus de la diversité... Argument ethnico-religieux, pas électoral. Cinq mois plus tard, la convention-show à l'américaine autour d'Eric Zemmour et de Marion Maréchal, samedi 28 septembre, fait un carton médiatique. Et projette une extrême droite décomplexée contre un supposé « grand remplacement », jusqu'à faire réagir le Premier ministre et un ancien président de la République.

« On assiste à la normalisation d'un discours qui relevait autrefois de l'ultra-radicalité, analyse Nicolas Lebourg, politologue spécialiste des droites extrêmes. L'idée que l'immigration serait elle-même un djihad. » Comment en est-on arrivés là ? Après les attentats terroristes du 13 novembre, la tendance s'accentue. Cas symptomatique en France, selon le chercheur : le groupe ultra Action des Forces Opérationnelles (AFO), démantelé en 2018. « Ses membres venaient de la droite, se référant à de Gaulle, à la Résistance... mais basculent en six mois dans le survivalisme proche du néo-nazisme américain des années 1970, poursuit Nicolas Lebourg. A cet égard, le grand remplacement fonctionne comme un mythe mobilisateur ; il saisit l'imaginaire des individus et en dirige l'action. »

Jihad. Un mythe d'autant plus puissant qu'il s'enracine dans un fond idéologique du XIXe siècle. Maurice Barrès, figure du nationalisme français, parle de « grand remplacement » par la figure du juif décrit comme « l'étranger ». Dans les années 1990, ce « grand remplacement » sera le thème central de l'association identitaire Terre et Peuple de Pierre Vial et de *La Colonisation de l'Europe* de Guillaume Faye, ancien du GRECE, selon qui la délinquance en France et le jihad international

●●● *Pages 2 et 4*



KAK

Le meilleur allié du pouvoir d'achat, c'est l'emploi

La prévision de croissance se maintient à 1,3 % pour 2019 grâce à la consommation *Page 5*

« L'Internet ouvert est menacé par une poignée d'acteurs »

Jean-Baptiste Rudelle, le CEO de Criteo, vient de déposer plainte contre Facebook *Page 6*

Billet. Justice encombrée

L'être sans l'être tout en l'étant... Cette délicate problématique va être posée à un tribunal de Moscou. Il est saisi d'une demande proprement hallucinante, illustrant les mœurs du temps. Un homme a porté plainte contre Apple. Ayant de bon sens et il se mit en chasse de suivre le conseil. Le voici donc aujourd'hui en couple avec un petit ami, situation dont il ne sait pas sortir. « Ma vie, dit-il, a changé pour le pire. Apple m'a poussé à l'homosexualité. » D'où sa plainte pour

nim MANAGEMENT DE TRANSITION DEPUIS 2001

Trouver en quelques jours le meilleur manager de transition en France ou à l'International.

C'est notre engagement.

nimeurope.com
01 46 24 85 71
Paris · Metz · Lyon · Lille

• Gérer un projet
• Remplacer un dirigeant
• Transformer une activité
• Redresser une entité

BELGIQUE : 2,80€

2,80 €

●●● *Suite de la page 1*

forment un même phénomène. C'est après le 11 septembre 2001 que le jihadisme donne un nouvel essor au discours anti-immigration extra-européenne et anti-musulmans.

La sémantique se cristallise dans les années 2000. L'ONU publie un rapport sur les « migrations de remplacement » pour dire qu'on ne peut enrayer le vieillissement démographique en Europe par la seule immigration… sauf à accueillir 160 millions de migrants en cinquante ans ! Scénario irréaliste, conclut l'ONU. Mais Jean-Marie Le Pen condamne des « fadaises criminelles ». La dénonciation d'un complot onusien va faire florès à l'extrême droite. Marine Le Pen commentera la crise de 2015 en expliquant que l'Europe avait planifié l'invasion migratoire, citant le chiffre du rapport. A partir de 2010, l'écrivain Renaud Camus popularise le slogan « grand remplacement ».

A quel point ces idées pénètrent-elles ? S'il a publiquement soutenu Eric Zemmour, le candidat à la présidence LR Julien Aubert précise qu'il ne « croit pas » à cette théorie « un peu complotiste » et pointe plutôt « un vrai problème d'intégration républicaine ». Marine Le Pen avance prudemment, réfutant une théorie « complotiste » en 2011… mais, en tant qu'ex-finaliste à la présidentielle, parle en 2018 d'un peuple qui « organise volontairement la submersion irréversible de son territoire » et « planifie la

Ces dernières semaines, Marine Le Pen et Marion Maréchal ont toutes deux affirmé avoir « gagné la bataille culturelle » : Emmanuel Macron parle d'immigration

disparition de son identité ». Jean-Marie Le Pen s'accroche, lui, répétant que le « grand remplacement » est déjà « fait » dans le tome II de ses *Mémoires* : « Après, c'est une affaire de goût, écrit-il. Préférez-vous la France de Doisneau ou celle d'*Intouchables* ? »

Ces dernières semaines, Marine Le Pen et sa nièce Marion Maréchal ont toutes deux affirmé à la tribune de leurs rentrées respectives avoir « gagné la bataille culturelle » : Emmanuel Macron parle d'immigration. Suggérant une continuité entre une idéologie de nature xénophobe et un débat politique… Selon l'étude de l'Ifop *Le regard des Français sur l'immigration* publiée fin 2018, une large majorité (82 %) pense qu'on ne peut débattre sereinement de l'immigration en France. Au gouvernement, on espère donner tort à ce sentiment en faisant du débat au Parlement un « nécessaire moment de pédagogie ». Quelle réalité des flux migratoires ? Quelles nationalités majoritairement déboutées de l'asile ? « Si l'objectif politique est d'apaiser le débat, il faudra répéter l'exercice parce qu'on part de loin », redoute un cadre du ministère de l'Intérieur. Selon une enquête Odoxa publiée mardi, l'immigration est la première des priorités aux yeux de 65 % des Français se sentant de droite, et un tiers des sympathisants de LREM se positionnent à droite.

Octogone des idées. Un ami du chef de l'Etat craint un « effet de manche » d'Emmanuel Macron. « Le risque est de crisper davantage, comme Sarkozy », estime le même interlocuteur. « Ce poison a commencé par la droite décomplexée de Patrick Buisson et on en est là aujourd'hui, enfonce Aurélien Taché, député LREM tenant d'une ligne multiculturelle. Aujourd'hui, l'offensive idéologique ultraconservatrice est si forte que les progressistes sont sur la défensive. » « Qui, face à Zemmour, tient un contre-discours fort et simpliste pour faire l'octogone des idées ? », provoque l'ex-chargé de mission de l'Elysée Alexandre Benalla, candidat aux municipales à Saint-Denis.

La tonalité des discours sur l'immigration des responsables politiques de haut niveau a un « impact fort et direct sur l'opinion publique », selon l'indice de tolérance du baromètre annuel Ipsos de 2018. « Deux faits notables marquent la dernière décennie, développe l'analyste Mathieu Gallard. Une chute de la tolérance après le grand débat sur l'identité nationale de 2009 et le discours de Grenoble ; une forte hausse après le discours d'unité nationale au lendemain des attentats de 2015. » La mise à l'agenda politique de l'immigration aura-t-elle un effet ? Le prochain baromètre sera réalisé cet automne. « Mais sur long terme, le principal facteur (parmi d'autres) est le changement structurel de la population française. A mesure que des générations ayant grandi dans un autre contexte apparaissent, que le niveau d'éducation s'élève, la tolérance augmente. » Une autre forme de remplacement, en somme.

@ITrippenbach

« La formule frappe parce qu'elle nomme la peur. Elle se propage à la vitesse de la lumière »

FRANÇOIS HÉRAN est professeur au Collège de France, chaire Migrations et sociétés, et dirige l'Institut Convergences Migrations rattaché au CNRS. Il a dirigé l'Institut national des études démographiques (Ined) pendant dix ans (1999-2009) et la division des enquêtes et études démographiques de l'Insee (1993-1998), périodes durant lesquelles il développe les statistiques sur les origines des migrants pour étudier les trajectoires de leurs descendants. En 2010, il a reçu le prix Descartes-Huygens décerné par l'Académie royale des sciences des Pays-Bas et étudie le débat public sur l'immigration à La Haye.

Que pensez-vous de la diffusion des mots « grand remplacement » dans le débat public ?

La formule frappe parce qu'elle nomme la peur. Elle se répand à la vitesse de la lumière. J'étais récemment en Grèce, en Espagne, en Lituanie : des journalistes m'ont interpellé à ce sujet ! J'ai rencontré à Dallas un collègue qui connaissait le nom de Renaud Camus, qui a popularisé l'expression, et même celui du romancier Jean Raspail, l'auteur du *Camp des Saints*.

Ce « grand remplacement » a-t-il une réalité ?

C'est une thèse à deux jambes, quantitative et qualitative. Elle se veut d'abord objective, en invoquant les données sur les écarts de fécondité. L'Ined et l'Insee ont publié cet été une mise au point sur la France (bulletin *Population & Sociétés*, n° 568) : les immigrées, toutes origines confondues, ont 2,7 enfants en moyenne, alors que les natives en ont 1,9. Mais ces dernières pèsent bien plus que les immigrées dans la moyenne nationale, si bien que le taux de fécondité de la France avoisine seule-

« Les enquêtes montrent que le sentiment de se sentir étranger dans son propre pays, de vivre dans un pays comptant "trop d'étrangers" ne dépend pas du poids réel de l'immigration dans la population »

ment 2. La fécondité reste encore élevée chez les immigrées d'origine algérienne (3,6), tunisienne (3,5), marocaine (3,4) ou turque (3,1). Elle dépasse même celle des pays d'origine (respectivement 3 ; 2,4 ; 2,2 et 2,1) parce que les couples attendent souvent d'être en France pour avoir leurs enfants. Une erreur fondamentale est de figer ces écarts de fécondité sur le long terme. On obtient alors une croissance exponentielle de la population immigrée. C'est comme si l'on prophétisait à la fin du siècle la domination démographique de la Guyane sur la métropole, au motif que les Guyanaises ont 3,8 enfants en moyenne. D'où vient l'erreur ? Les amateurs de projection oublient d'introduire dans le calcul une tendance observée de longue date : la convergence des comportements de fécondité entre immigrées et natives au fil du temps. Cet alignement s'explique à la fois par la chute de la fécondité dans les pays d'origine et par l'influence du pays de destination, d'autant plus forte que les femmes sont entrées jeunes en France. Les projections statiques qui omettent cette dynamique se fourvoient : en figeant le réel, elles produisent un résultat irréel. Une minorité n'envahit pas la majorité sur la base de sa natalité.

Que dire de la « deuxième jambe » de ce récit, l'idée d'un remplacement qualitatif, du passage à une société multiculturelle et métissée ?

La composition de la population française a changé, c'est certain. Faut-il s'en étonner ? En 2018, près d'un quart de la population de la France était soit immigrée, soit née d'au moins un parent immigré. Il est vraisemblable qu'un tiers des Français ont au moins un grand-parent immigré. Au recensement de 1975, 20 % des immigrés fixés en France venaient d'Afrique, principalement du Maghreb. La proportion a dépassé 40 % désormais, à cause du recul des migrations espagnole et portugaise. C'est un mouvement observé dans tous les pays occidentaux. Avant la guerre de 1914, nous avons industrialisé le pays avec les migrants des pays voisins (Flamands, Italiens, Espagnols…). Dans l'entre-deux-guerres, nous avons recruté des Polonais pour nos mines et commencé à mobiliser les populations des colonies. Depuis la Libération, les

« J'entends dire communément que "les statistiques ethniques sont interdites en France". C'est inexact. Ce qui est interdit, ce sont les classifications ethnoraciales »

migrations sont venues surtout du sud de l'Europe et de l'Afrique, mais aussi d'Asie. La nouveauté est que la migration est désormais mondiale et plus visible que jamais, physiquement et religieusement, avec chez nous les effets en retour de la colonisation. Ce changement est perçu par l'opinion publique et plonge les gens dans le désarroi, d'où des réactions épidermiques, voire xénophobes. Le métissage est une tendance générale, qui ne devrait même plus retenir l'attention. Je ne suis ni pour ni contre l'immigration ; il faut « faire avec ». Et, surtout, y préparer les esprits. Ceux qui rêvent de revenir en arrière dans une France repliée sur elle-même se font une piètre idée des capacités de notre pays.

La France est-elle davantage sujette à la peur démographique, comme l'explique Hervé Le Bras ?

Les enquêtes régulièrement menées dans le cadre du European Social Survey ou par le Pew Center montrent que le sentiment de se sentir étranger dans son propre pays, de vivre dans un pays comptant « trop d'étrangers » ne dépend pas du poids réel de l'immigration dans la population. Les plus forts taux de rejet s'observent en Pologne, en Hongrie, dans certains pays baltes, qui sont justement les parties de l'Europe comptant le moins d'immigrés. Notre taux d'immigration se situe sous la moyenne des pays de l'OCDE. Quant à la demande d'asile, c'est une pression qu'il faut rapporter au nombre d'habitants et au PIB par habitant. La Suède dès 2014, l'Autriche et l'Allemagne ensuite, ont pris leur part de l'accueil des demandeurs d'asile. Après l'accord avec la Turquie, l'Italie a pris le relais en 2016-2017. Aujourd'hui, et toujours en proportion, la charge retombe surtout sur la Grèce et les Etats les plus exposés : Malte et Chypre. La France n'a jamais été en première ligne tout au long de la crise. Et la montée récente de la demande d'asile (+ 25 % depuis janvier 2017) correspond au fait que nous rejoignons la moyenne européenne. Mais il y a une crispation forte en France car le fond, c'est la peur de l'islam et des musulmans.

Cette perception provoque des controverses chez les démographes. Sont-elles toujours vivaces ?

Ces controverses sont anciennes ; elles remontent aux années 1990. Les jeunes chercheurs n'ont que faire de ces vieilles querelles. Aujourd'hui, grâce en partie aux efforts des anciens, ils disposent de meilleures données sur le sort de la seconde génération, l'observation des parcours au fil des décennies, les projections de population, les comparaisons internationales… Une évolution frappante, mais encore partielle, est la diversité croissante des origines dans le monde de la recherche. On l'oublie très vite quand on se côtoie dans le travail. Je le perçois bien dans l'Institut des migrations, la diversité des origines a le grand mérite de croiser les points de vue, de décloisonner les idées, sans détruire pour autant les référents nationaux. En conclusion de mon livre *Avec l'immigration. Mesurer, débattre, agir* (La Découverte, 2017), je décris une scène vécue dans un gymnase de la banlieue nord de Paris, où l'Etablissement français du sang convoque les donneurs bénévoles. On y voit affluer le monde entier, avec les tenues et les couleurs de peau les plus variées, y compris chez le personnel médical. Les doses de sang collecté seront triées sur des critères purement médicaux et elles sauveront des vies « sans distinction d'origine, de race et de religion ». C'est le métissage au service de l'intérêt collectif. On ne parle pas assez de ces choses-là.

Manque-t-on en France de statistiques dites ethniques ?

J'entends dire communément que « les statistiques ethniques sont interdites en France ». C'est inexact. Ce qui est interdit, ce sont les classifications ethnoraciales (blanc, noir, asiatique, etc.) comme celles que l'on coche sur les bulletins de recensement en Grande-Bretagne et en Irlande. Ce qu'on appelle « ethnique » en Europe, c'est la référence à une origine différente. Conformément aux exigences de la Commission européenne, nous avons en France une statistique à la fois ethnique et républicaine. Elle porte sur des données d'état civil qui remonte à la génération précédente : le pays de naissance et la première nationalité des parents. Ce qui est interdit, c'est le traitement de données individuelles risquant de faire apparaître des appartenances ou affiliations politiques, religieuses, ethniques, sexuelles, etc. Mais la loi Informatique et liberté de 1978 prévoit aussitôt une dizaine de dérogations pour la statistique publique. La

« Ayant vécu aux Pays-Bas, je puis vous dire que des déclarations comme celles de Zemmour auraient suscité un tollé chez les minorités visées et, certainement, des actions en justice »

majeure partie du savoir accumulé par l'Ined ou l'Insee relève de ces dérogations, comme les études sur le vote, les pratiques de santé ou le comportement sexuel des Français. Depuis 2003, les grandes enquêtes de l'Insee comportent des questions sur les origines migratoires des personnes. Plusieurs enquêtes conjointes Insee-Ined ont été autorisées à poser des questions en clair sur la religion, notamment le degré d'importance dans la vie quotidienne. La dérogation ne sape pas le principe. C'est comme la circulation automobile. Elle est réglementée : il y a un code, une signalisation, des gendarmes, etc. Dans le cas des enquêtes statistiques, l'enjeu est de pouvoir mesurer l'écart qui sépare la réalité de l'idéal républicain.

La science peut-elle contrecarrer les représentations radicales, dont celles portées par Eric Zemmour ?

J'en doute. On se situe là hors de toute argumentation rationnelle. Ce qui me frappe, c'est que lorsqu'une personnalité aussi médiatique accuse les immigrés d'origine musulmane de travailler à « l'extermination de l'homme blanc », on n'entend pas la voix des immigrés eux-mêmes. Peut-être jugent-ils, par prudence, que tout ce qui est excessif est insignifiant. Ayant vécu aux Pays-Bas, je puis vous dire que de telles déclarations auraient suscité un tollé chez les minorités visées et, certainement, des actions en justice. Edouard Philippe, en sa qualité de Premier ministre a fermement condamné ces propos. La minorité musulmane (très diverse, très éclatée dans le cas de la France) est accablée par tant de haine mais fait le dos rond. Les jeunes chercheurs, j'en suis sûr, feront entendre leur voix.

Interview
Ivanne Trippenbach
@ITrippenbach



SIPA PRESS